

## **Mensonge 10 : Les Indiens retardent le développement du pays**

Alors que les préoccupations au sujet de l'environnement grandissent dans le monde entier, le Brésil continue avec la même idéologie, celle qui trône au centre de notre drapeau : notre mot d'ordre est le progrès.

Un progrès désespéré, qui ne laisse pas le temps de faire des études d'impact environnemental, qui ne peut pas analyser les possibilités de réduction des dommages, un progrès qui arrive coûte que coûte, et qui aujourd'hui, plus que jamais, entend exploiter les ressources des Territoires Indigènes.

Ce qui doit être considéré en priorité, c'est que les tenants du pouvoir économique (les secteurs de la banque, de l'armement, du minerai, de l'industrie pharmaceutique, de la construction civile, de l'agroalimentaire, etc.) ont tout intérêt à diffuser une image négative des Indiens. Les grandes corporations ont pris les devants de l'arène politique et veulent à tout prix convaincre la nation du fait qu'« il nous faut grandir et [que] les Indiens retardent le développement du pays ». Dans leur logique, il est plus important de planter du soja pour la Chine que de préserver les sources brésiliennes.

Le scénario qui se profile aujourd'hui pour les populations indigènes est pire que celui de l'Indien qui avait aperçu Cabral au loin en 1500. À partir de 2015, nous aurons le Congrès le plus conservateur jamais vu depuis 1964 – le plus anti-indigène en particulier. 273 députés fédéraux et sénateurs considérés comme ruralistes ont été élus, ce qui représente une augmentation de 33% par rapport à l'actuelle législature, qui compte 205 ruralistes. Plusieurs tentatives mesquines du camp ruraliste ont gagné de la force, comme la Proposition d'Amendement Constitutionnel (PEC) 215/2000, la PEC 237, le Projet de Loi (PL) 1.610, le PL 227/2012 et l'Arrêté 303, initiative du Procureur Général de l'Union (AGU).

Ces initiatives traitent de sujets comme la délimitation des Territoires Indigènes, la possession indirecte des Territoires Indigènes par des producteurs ruraux sous la forme de concessions et d'exploitations, la possibilité de recourir aux ressources naturelles des Territoires Indigènes (minerais, ressources hydriques, forestières, etc.), sans consultation des communautés concernées. En plus de contrevenir à la législation en vigueur et à des préceptes universaux, elles sont cruellement orchestrées de sorte que se perpétue dans le pays la haine envers les Indiens.

Mais ceux qui pensent que les Indiens assistent à tout cela sans broncher se trompent. Les dernières années ont été des années de lutte. En mai 2014, des populations indigènes venues de tout le pays se sont réunies à Brasilia à

l'occasion de la Mobilisation Nationale Indigène, multipliant les actions et les manifestations contre les attaques faites à leurs droits pourtant garantis par la Constitution Fédérale. Ces populations continuent de lutter au quotidien.

Les Indiens ont le droit de vivre sur leurs territoires. Nous avons déjà dans le pays de nombreuses terres dévolues à l'élevage du bétail et à la monoculture, concentrées entre les mains d'une poignée de gens. Le développement est bon, mais pas n'importe comment. Un développement qui bafoue les règles, les cultures, et provoque davantage d'inégalités sociales est inadmissible.

Les Indiens doivent pouvoir choisir s'ils désirent bénéficier du développement et de quelle manière, ou s'ils ne préfèrent pas s'y engager. Mais ils ne peuvent continuer à voir leurs droits bafoués au nom de l'intérêt économique.

Nous n'avons pas besoin d'une croissance irrespectueuse, se déployant sans études d'impact environnemental, social et culturel. Nous n'avons pas besoin non plus de la rouerie des politiciens et des médias. Nous avons besoin, en revanche, d'ôter nos œillères et de regarder les Indiens en face, car ce qui retarde l'évolution de l'humanité, ce sont les mensonges et les préjugés.

Le développement doit être bon pour tout le monde. La paix entre les peuples, déjà prévue par notre Constitution Fédérale, doit aller au - delà de la diplomatie et inclure tous ceux qui vivent sur le territoire national.